

Dépêche No. 1037 | 28 août 2025

Au Gabon, la police est largement perçue comme corrompue, indigne de confiance et sujette aux abus

Dépêche No. 1037 d'Afrobarometer | Baba Adou

Résumé

Les policiers sont les représentants les plus visibles du gouvernement. En cas de besoin ou de danger, on attend d'eux qu'ils soient accessibles, réactifs et dynamiques. On attend également d'eux qu'ils fassent preuve d'un professionnalisme irréprochable, qu'ils interviennent auprès des citoyens dans leurs moments de plus grande vulnérabilité ou face à eux dans leurs pires comportements.

Des critiques ont accusé la police gabonaise de ne pas répondre à ces attentes, alléguant des abus allant de la corruption à la brutalité. Parmi les exemples récents, on peut citer les accusations d'extorsion, d'enlèvement et de torture portées contre six agents à Libreville, accusés d'avoir effectué des contrôles routiers illégaux et d'avoir forcé les victimes à retirer et à remettre des fonds bancaires (Ekore, 2024). En novembre 2024, 34 agents ont été suspendus pour implication présumée dans des réseaux de trafic de drogue (Dissumba, 2024). Le rapport du Département d'Etat Américain sur les droits de l'homme (2023) fait état du mépris des policiers pour les procédures d'arrestation, ainsi que de perquisitions arbitraires et d'atteintes à la vie privée. Les médias gabonais rapportent également que les forces de police nationale sont en proie à des dysfonctionnements systémiques qui compromettent gravement leur professionnalisme et leur capacité à assurer la sécurité publique (Laborieux, 2024).

Dans le cadre d'une tentative de réforme suite au coup d'Etat d'août 2023 au Gabon, le gouvernement de transition a annoncé une restructuration des forces de police. En mai 2025, le Ministre de l'Intérieur, Hermann Immongault, a décrit les objectifs de la réforme comme le renforcement des capacités opérationnelles pour lutter contre le crime organisé, les violences sexistes et les violations des droits humains. Les réformes comprennent la création de nouvelles unités spécialisées, la formation et le déploiement de 944 sous-officiers, ainsi que le recrutement de plus de 1.000 agents actuellement en formation (Ministère de l'Intérieur, 2025).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les perceptions et les expériences des citoyens gabonais avec la police.

Les résultats de l'enquête montrent que la police était largement perçue comme corrompue et peu fiable. Peu de citoyens ont estimé que la police agit avec professionnalisme et respecte les droits des personnes, tandis que la majorité des répondants ont déclaré qu'ils arrêtent les conducteurs sans raison valable et font un usage excessif de la force, tant envers les manifestants qu'envers les criminels présumés. Environ un tiers des citoyens ont estimé que la police se livre fréquemment à des activités illégales. Parmi ceux

qui avaient interagi avec la police au cours de l'année écoulée, nombreux sont ceux qui ont déclaré avoir dû verser des pots-de-vin.

Dans un contexte d'insécurité généralisée, les citoyens gabonais ont désapprouvé massivement les performances du gouvernement en matière de réduction de la criminalité.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relativement à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 seront achevées en 2025. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Gabon, dirigée par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGE), a interrogé un échantillon représentatif de 1.200 adultes gabonais en novembre et décembre 2021. Un échantillon de cette taille produit des résultats à l'échelle nationale avec une marge d'erreur de +/- 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015, 2017 et 2020.

Résultats clés

- Près des deux tiers (64%) des Gabonais ont déclaré s'être sentis en insécurité dans leur quartier au moins une fois au cours de l'année écoulée. Plus de quatre sur 10 (44%) ont dit avoir craint un acte criminel à leur domicile.
 - Les résidents urbains et les citoyens pauvres étaient plus susceptibles de signaler ces expériences d'insécurité que les répondants ruraux et plus aisés.
- Environ un sur 10 citoyens (9%) ont déclaré avoir sollicité l'aide de la police au cours de l'année écoulée. Six fois plus (54%) ont rencontré la police dans d'autres situations, comme aux points de contrôle, lors de contrôles d'identité ou de contrôles routiers, ou encore lors d'une enquête.
 - Parmi les citoyens qui ont demandé l'aide de la police, 61% ont dit qu'il a été difficile d'obtenir l'aide dont ils avaient besoin et 51% ont affirmé avoir dû payer des pots-de-vin.
 - Parmi ceux qui ont rencontré la police dans d'autres situations, 35% ont déclaré avoir dû verser des pots-de-vin pour éviter des problèmes.
- Presque tous les citoyens (99%) ont estimé qu'au moins « certains » policiers sont corrompus, dont 68% qui ont affirmé que cela s'applique à « la plupart » ou à « tous » les policiers – la pire évaluation parmi toutes les institutions et tous les dirigeants interrogés dans l'enquête.
- Seuls un sur quatre Gabonais (25%) ont déclaré faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à la police.
- La majorité des personnes interrogées ont affirmé que la police arrête « souvent » ou « toujours » les conducteurs sans motif valable (68%) et fait un usage excessif de la force contre les manifestants (64%) et les personnes soupçonnées de criminalité (57%). Un tiers (33%) affirme que la police se livre fréquemment à des activités criminelles.

- Seuls un sur cinq citoyens (20%) ont déclaré que la police opère « souvent » ou « toujours » de manière professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens.
- Cependant, 83% des répondants ont estimé qu'il est probable que la police prenne au sérieux les signalements de violences sexistes.
- Seulement un sur 10 citoyens (11%) ont approuvé la performance du gouvernement en matière de réduction de la criminalité.

Sentiment de sécurité

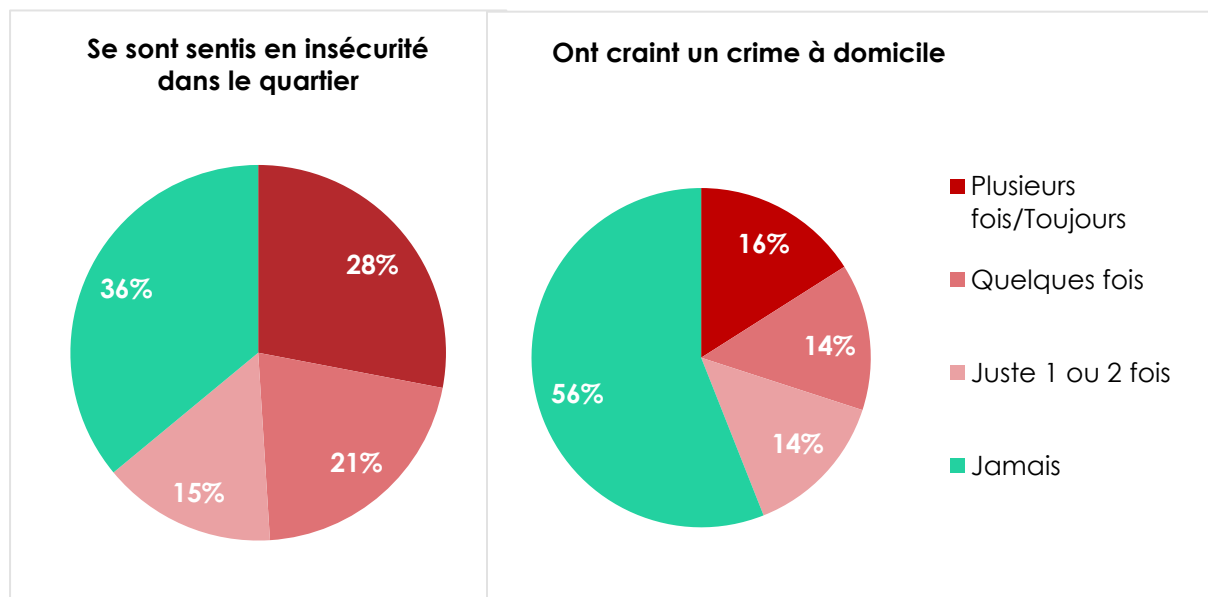
Le rôle fondamental de la police est de protéger les personnes et leurs biens. Les Gabonais se sentent-ils protégés ?

Les résultats de l'enquête révèlent un manque important de sentiment de sécurité personnelle. Près des deux tiers (64%) des Gabonais ont déclaré s'être sentis en insécurité en marchant dans leur quartier au moins une fois au cours de l'année écoulée, dont 49% qui s'étaient sentis en insécurité « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 1).

De même, 44% des citoyens ont dit avoir craint un crime dans leur foyer, dont 30% qui ont dit que cela s'est produit « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours ».

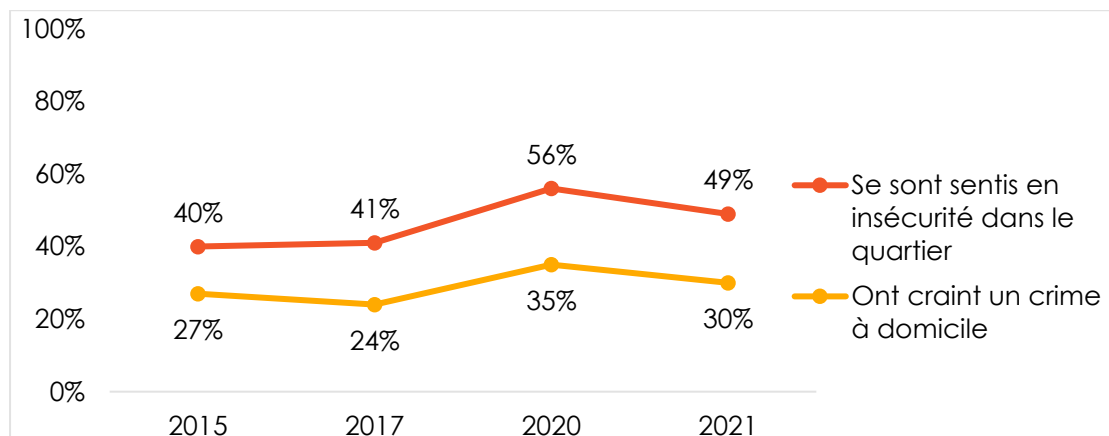
Les proportions de Gabonais qui s'étaient sentis en insécurité dans leur quartier ou avaient craint un crime à leur domicile au moins « quelques fois » ont généralement augmenté entre 2015 et 2020 avant de montrer de légères baisses en 2021. Par exemple, le pourcentage de répondants se sentant en insécurité dans leur quartier est passé de 40% en 2015 à 56% en 2020, puis a diminué à 49% en 2021. De même, ceux qui craignent un crime à leur domicile sont passés de 27% en 2015 à 35% en 2020 avant de chuter à 30% en 2021 (Figure 2).

Figure 1 : Sentiment d'insécurité | Gabon | 2021



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ?

Figure 2 : Se sont sentis en insécurité dans le quartier ou à la maison au moins quelques fois | Gabon | 2015-2021

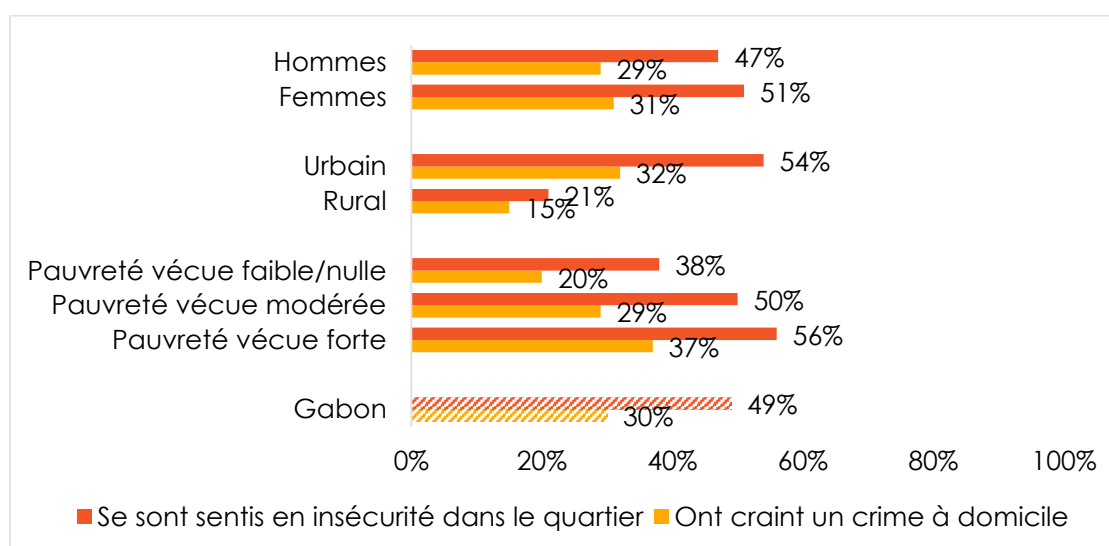


Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui ont dit « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Ces sentiments d'insécurité augmentent avec l'expérience de la pauvreté vécue. Plus de la moitié (56%) des répondants les plus pauvres ont déclaré s'être sentis en insécurité au moins « quelques fois » en marchant dans leur quartier, contre 38% des personnes vivant une pauvreté faible ou nulle (Figure 3). De même, 37% des plus pauvres craignaient un acte criminel à leur domicile, contre 20% des répondants aisés.

Ces deux types d'insécurité ont été plus de deux fois plus fréquents dans les villes que dans les zones rurales.

Figure 3 : Se sont sentis en insécurité au quartier ou à la maison au moins quelques fois | par sexe, milieu de résidence et pauvreté vécue | Gabon | 2021



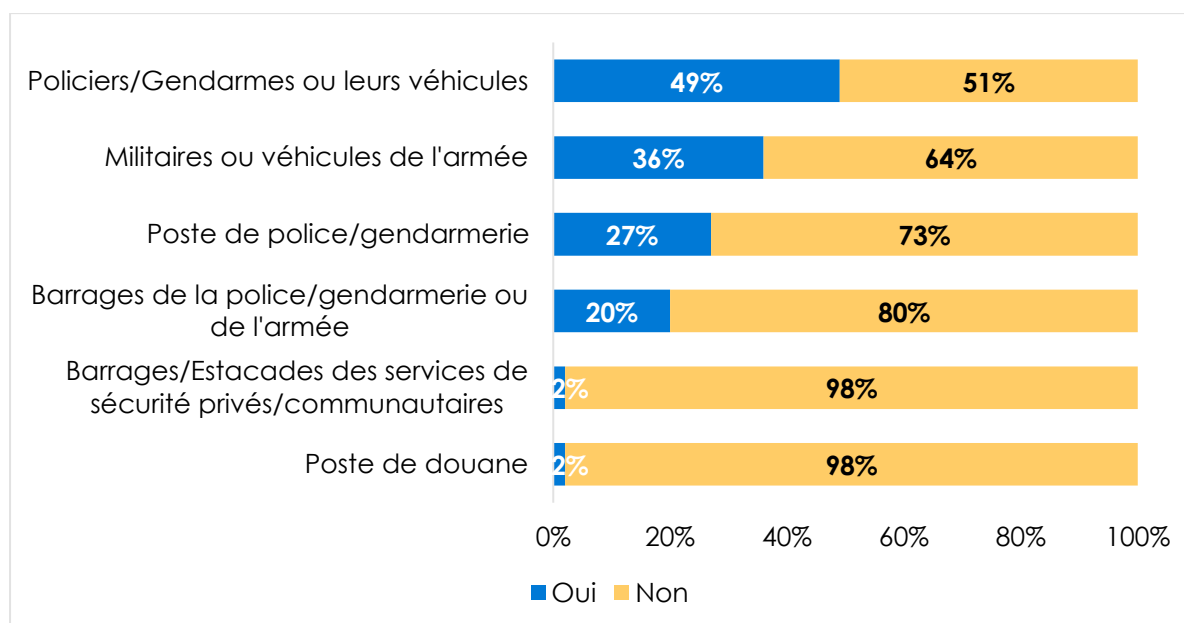
Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui ont dit « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Présence policière/sécuritaire

La présence des forces de sécurité est un facteur susceptible d'affecter le sentiment de sécurité des populations. Dans le cadre de leur collecte de données, les équipes de terrain d'Afrobarometer effectuent des observations sur le terrain dans chaque zone de dénombrement (ZD) visitée afin de repérer les services et les installations disponibles. Les ZD visitées étant sélectionnées pour représenter la population du pays dans son ensemble, ces données fournissent des indicateurs fiables de la disponibilité des infrastructures et des services.

Au Gabon, les équipes de terrain d'Afrobarometer ont trouvé des postes de police/gendarmerie dans ou à proximité de 27% des ZD visitées. Elles ont vu des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie dans 49% des ZD. Des soldats ou d'autres membres de l'armée ont été aperçus dans 36% des zones. Des barrages routiers établis par la police/gendarmerie ou l'armée ont été constatés dans 20% des ZD, tandis que des barrages routiers établis par des agents de sécurité privés ou la communauté locale n'ont été observés que dans 2% des zones, tout comme des postes de contrôle douaniers (2%) (Figure 4).

Figure 4 : Présence de la police/sécurité | Gabon | 2021



Questions posées aux enquêteurs :

Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Poste de police/gendarmerie ? Dans la ZD, avez-vous ou l'un de vos collègues vu : Des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie ? Des militaires ou des véhicules de l'armée ? Des barrages routiers mis en place par la police/gendarmerie ou l'armée ? Des postes de douane ? Des barrages ou estacades mis en place par des services de sécurité privés ou par la communauté locale ?

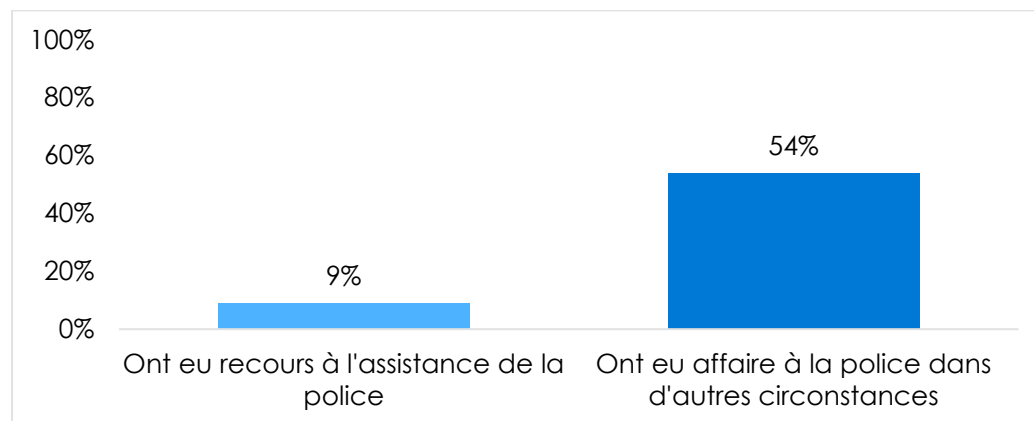
Interaction avec la police

A quelle fréquence les Gabonais rencontrent-ils la police dans leur vie quotidienne ?

Environ un sur 10 répondants (9%) ont déclaré avoir demandé l'aide de la police au cours de l'année précédente. Six fois plus (54%) ont affirmé avoir rencontré la police dans d'autres situations, comme à des points de contrôle, lors de contrôles d'identité ou de contrôles

routiers, ou lors d'une enquête (Figure 5). Environ un sur 20 répondants (5%) ont eu ces deux types de contact, tandis que 42% n'ont eu aucun contact avec la police au cours de l'année écoulée.

Figure 5 : Contact avec la police | Gabon | 2021



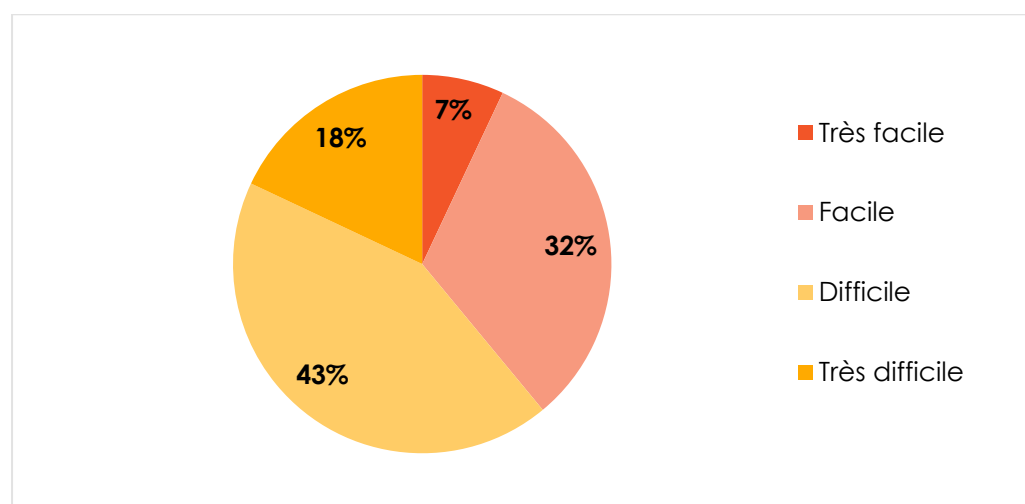
Questions posées aux répondants :

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ?

Parmi les citoyens ayant sollicité l'aide de la police, six sur 10 (61%) ont déclaré qu'il était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir l'aide dont ils avaient besoin. Seuls 39% ont trouvé cela « facile » ou « très facile » (Figure 6).

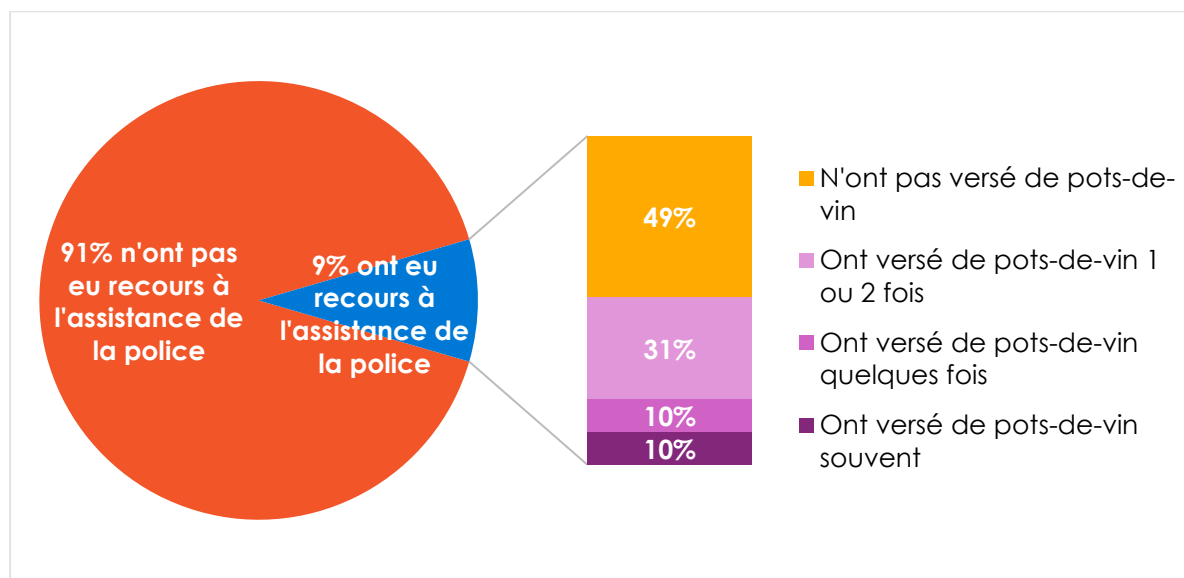
Figure 6 : Facilité d'obtenir l'assistance de la police | Gabon | 2021



Question posée aux répondants qui ont eu recours à la police : *Etait-ce facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)*

Parmi ceux qui ont demandé l'aide de la police, une bonne moitié (51%) ont déclaré avoir dû verser des pots-de-vin, offrir un cadeau ou rendre service à un policier pour obtenir l'aide dont ils avaient besoin (Figure 7).

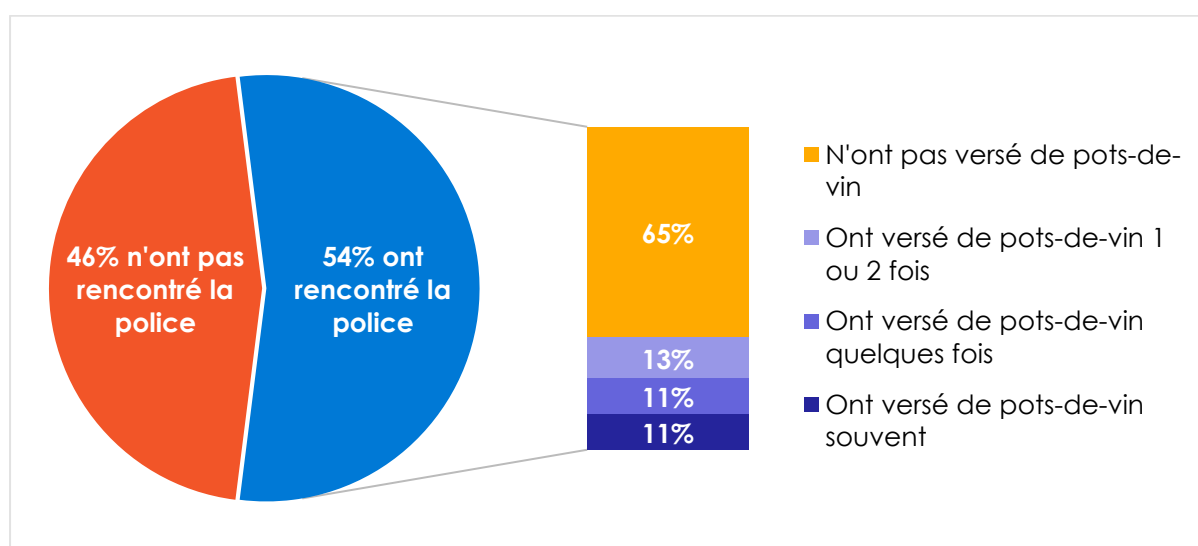
Figure 7 : Paiement de pots-de-vin pour l'assistance de la police | Gabon | 2021



Question posée aux répondants qui ont eu recours à la police : Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)

Parmi les Gabonais qui ont rencontré la police dans des situations telles que des points de contrôle, lors de contrôles d'identité ou de contrôles routiers, ou lors d'une enquête, 35% ont affirmé avoir dû payer des pots-de-vin, offrir un cadeau ou rendre service pour éviter des problèmes, dont 11% qui ont déclaré que cela s'est produit « souvent » au cours de l'année précédente (Figure 8).

Figure 8 : Paiement de pots-de-vin pour éviter des ennuis avec la police | Gabon | 2021



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à la police dans d'autres circonstances : Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)

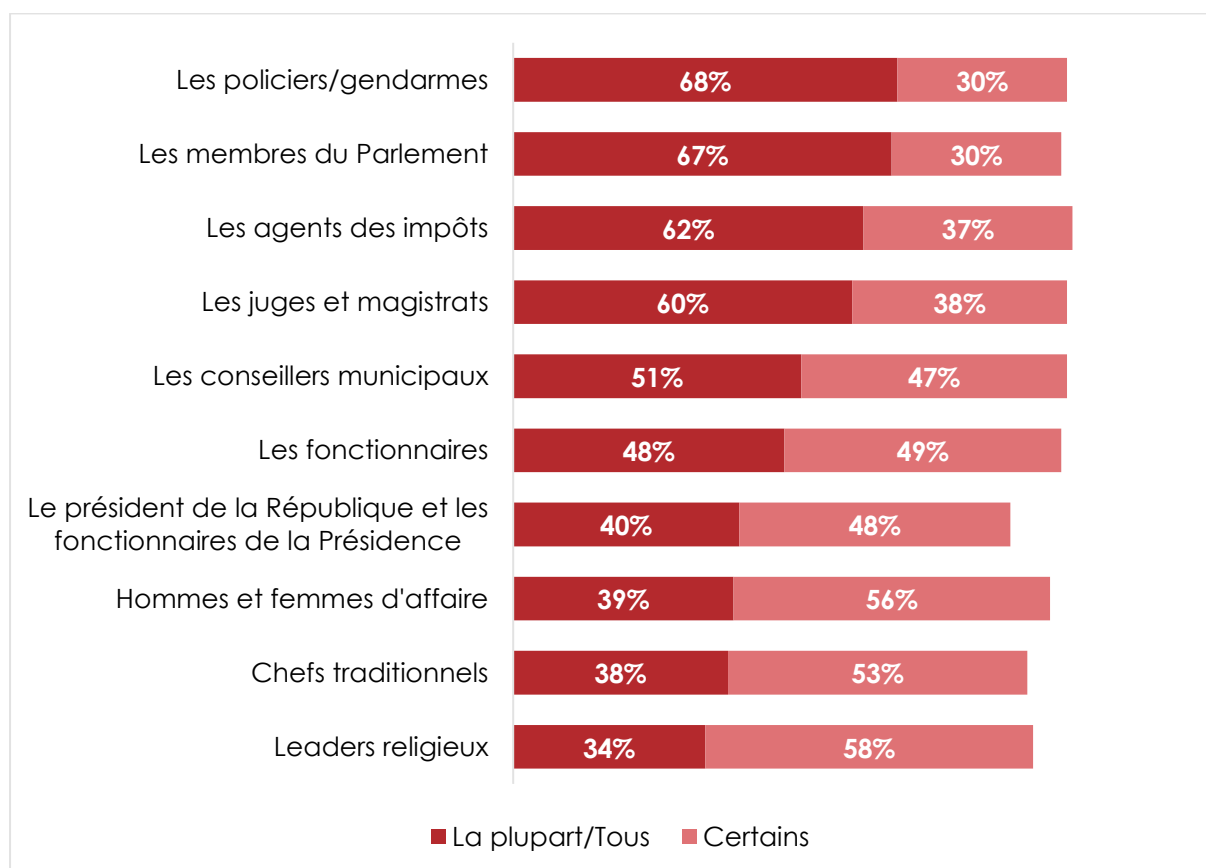
Pour résumer l'expérience de tous les adultes gabonais au cours de l'année écoulée, plus d'un sur cinq (22%) ont payé des pots-de-vin pour obtenir l'aide de la police, pour éviter un problème avec la police, ou les deux.

Corruption de la police

Compte tenu de la fréquence des pots-de-vin signalés à la police, il n'est peut-être pas surprenant que les Gabonais soient presque unanimes (99%) à croire qu'au moins « certains » policiers sont corrompus. En fait, plus des deux tiers (68%) ont affirmé que « la plupart » ou « tous » les policiers sont corrompus – la pire évaluation parmi toutes les institutions et tous les dirigeants évalués dans l'enquête (Figure 9).¹

La perception selon laquelle la plupart, voire la totalité, des policiers sont corrompus différerait peu selon le sexe ou le lieu de résidence (Figure 10). Cette perception augmentait avec le niveau de pauvreté, passant de 63% chez les personnes vivant une pauvreté faible ou nulle à 72% chez celles vivant une pauvreté élevée. Elle était également particulièrement fréquente chez les citoyens ayant un niveau d'éducation primaire ou inférieur (74%) et chez les plus de 55 ans (74%).

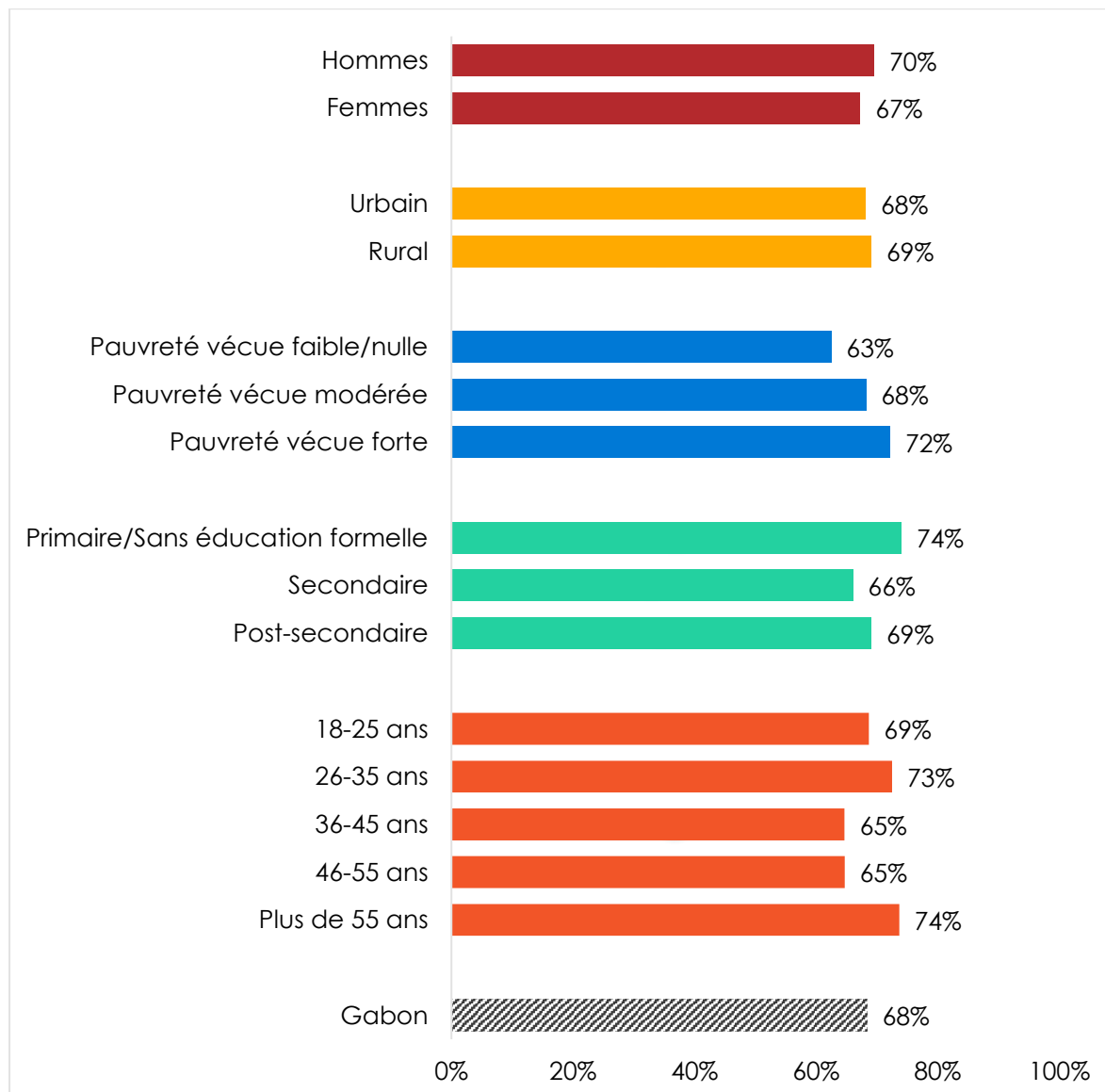
Figure 9 : Perception de corruption des institutions et leaders | Gabon | 2021



Questions posées aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

¹ En raison des arrondis, les pourcentages des catégories combinées indiqués dans le texte peuvent différer légèrement de la somme des sous-catégories présentées dans les figures (par exemple, 68% « la plupart/tous » et 20% « certains » totalisent 99%).

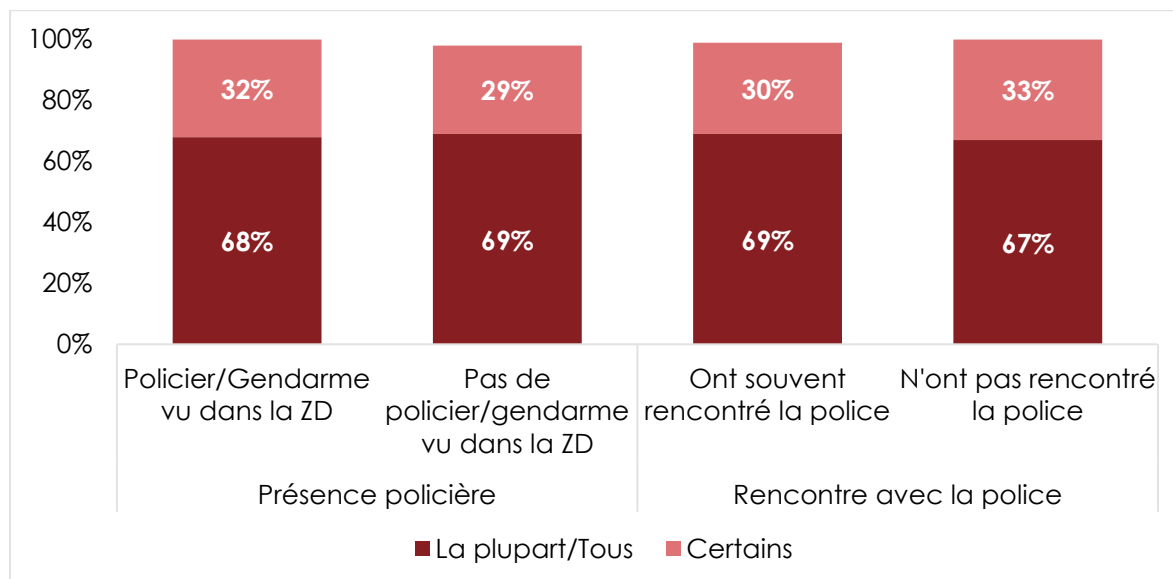
Figure 10 : Perception que la plupart/tous les policiers/gendarmes sont corrompus
| par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des policiers/gendarmes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui ont dit « la plupart » ou « tous »)

Les résultats n'avaient pas suggéré de liens significatifs entre la perception de la corruption policière et l'interaction avec la police/gendarmerie (Figure 11). Les citoyens qui vivent dans des zones où les équipes de terrain ont vu des policiers/gendarmes ont été à peu près aussi susceptibles de déclarer que la plupart ou la totalité des policiers/gendarmes sont corrompus que ceux des zones sans présence policière (68% contre 69%). De même, la perception de la corruption de la plupart ou de la totalité des policiers/gendarmes a peu différé entre ceux qui ont souvent rencontré la police/gendarmerie (69%) et ceux qui ne l'ont jamais rencontrée (67%).

Figure 11 : Perception de corruption de la police/gendarmerie | par présence et fréquence d'interaction avec la police | Gabon | 2021



Question posée aux enquêteurs : Dans la ZD, avez-vous ou l'un de vos collègues vu : Des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie ?

Questions posées aux répondants :

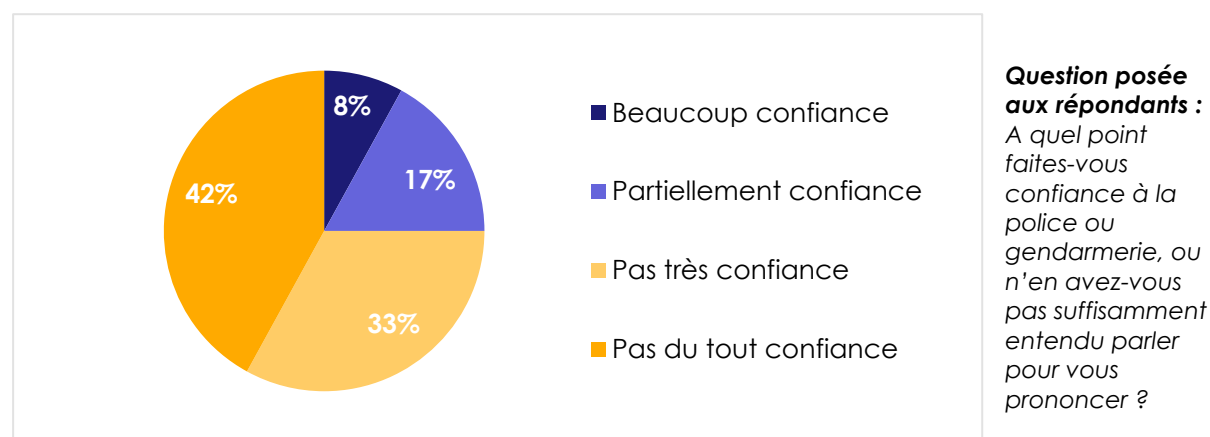
Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu à faire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ?

Selon vous, combien des policiers/gendarmes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui ont dit « la plupart » ou « tous »)

Confiance à la police

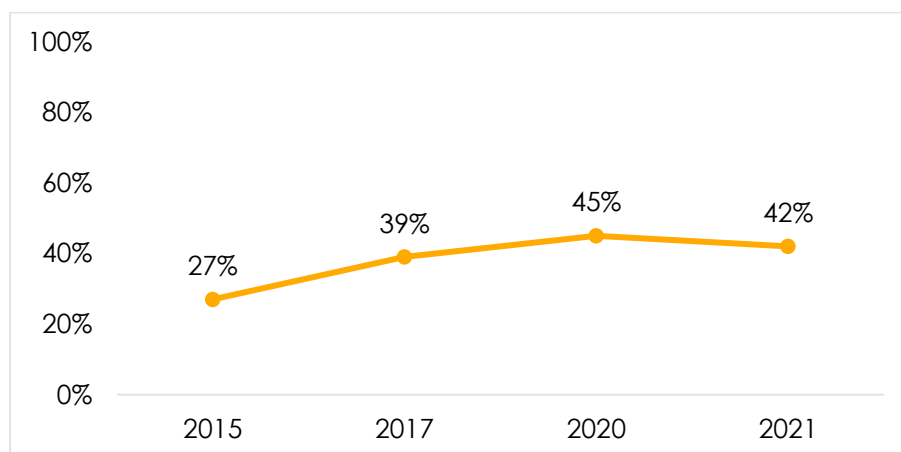
Outre un niveau élevé de corruption perçue, la police gabonaise a souffert d'un niveau de confiance public assez faible (Figure 12). Seuls un sur quatre Gabonais (25%) ont déclaré faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à la police. Un tiers (33%) ont exprimé une confiance légère, tandis que plus de quatre sur 10 (42%) ont dit ne pas du tout faire confiance à la police.

Figure 12 : Confiance à la police/gendarmerie | Gabon | 2021



Au fil du temps, les Gabonais ont exprimé une méfiance croissante envers la police. Entre 2015 et 2020, la part des répondants déclarant ne pas avoir « du tout » confiance en la police est passée de 27% à 45% avant de diminuer légèrement à 42% en 2021 (Figure 13).

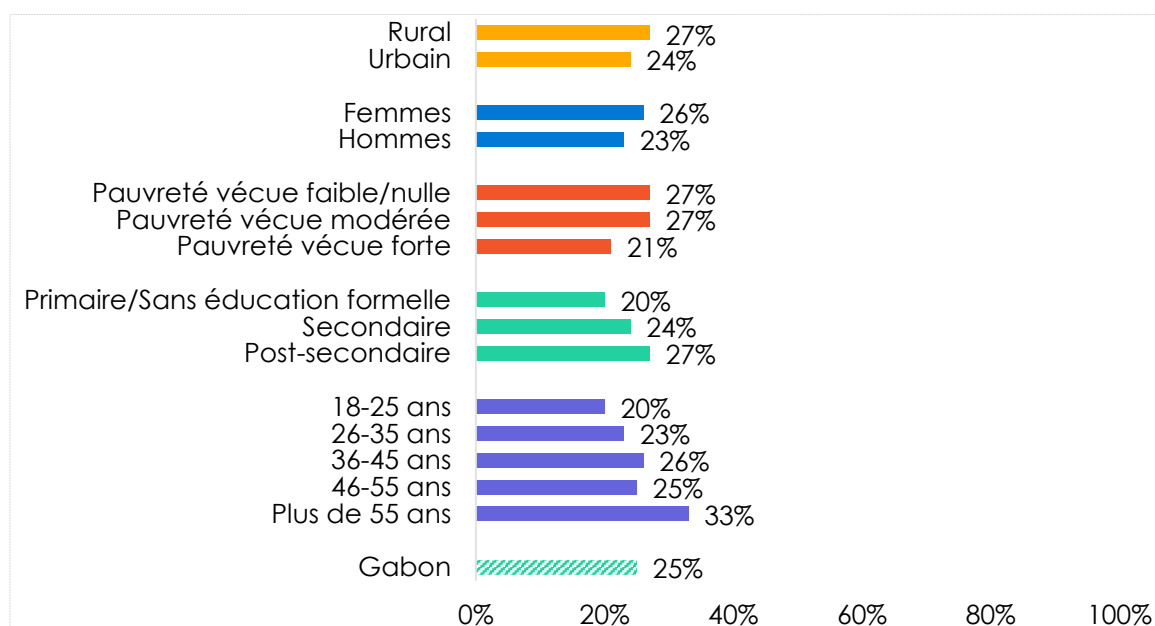
Figure 13 : Ne font pas du tout confiance à la police/gendarmerie | Gabon
| 2015-2021



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à la police ou gendarmerie, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui ont dit « pas du tout confiance »)

La confiance à la police était particulièrement faible parmi les citoyens les plus pauvres (21%), ceux ayant un niveau d'instruction primaire ou inférieur (20%) et les répondants les plus jeunes (20%) (Figure 14).

Figure 14 : Confiance à la police/gendarmerie | par groupe démographique
| Gabon | 2021



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à la police ou gendarmerie, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui ont dit « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

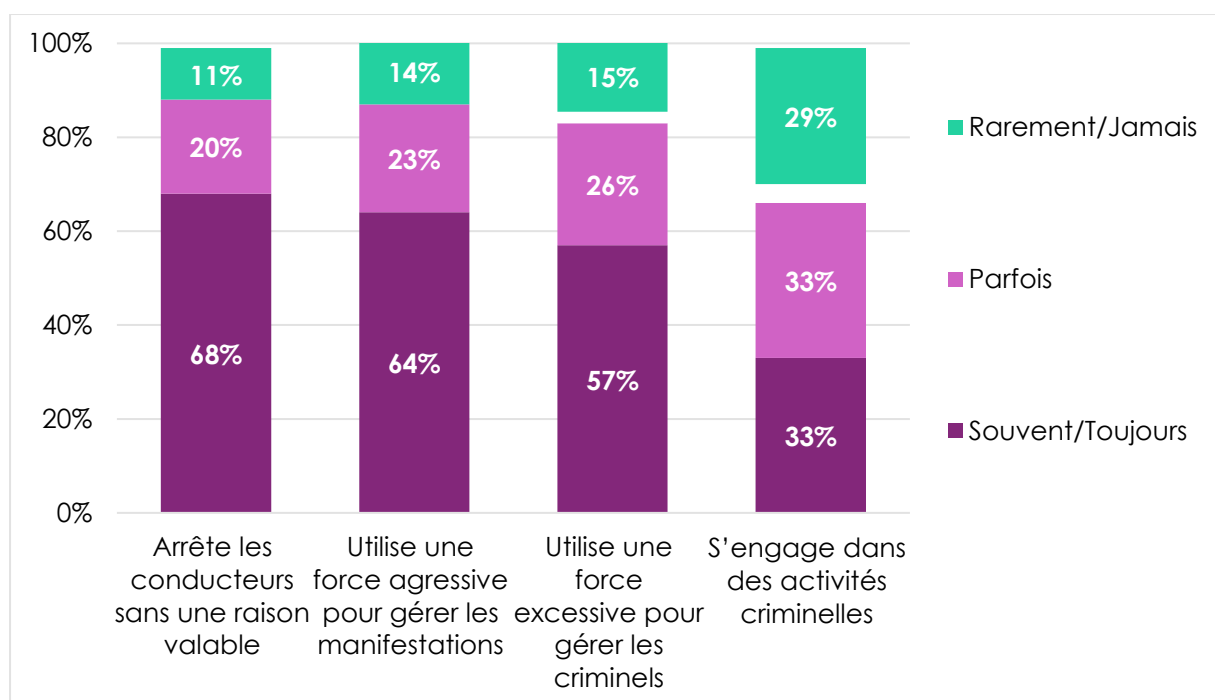
Conduite de la police

Outre une méfiance générale considérable à l'égard de la police, de nombreux Gabonais ont affirmé qu'au moins certains policiers se livrent à des activités inappropriées, voire illégales (Figure 15). Plus des deux tiers (68%) des répondants ont déclaré que la police arrête « souvent » ou « toujours » les conducteurs sans raison valable. De même, la majorité ont estimé que la police fait régulièrement un usage excessif de la force dans la gestion des manifestations (64%) et dans ses rapports avec les criminels (57%). Concernant ces deux indicateurs de recours excessif à la force par la police, il s'agit respectivement des proportions les plus élevées et les deuxièmes plus élevées enregistrées par Afrobarometer dans les 39 pays sondés lors du neuvième cycle (Krönke, Isbell, & Kakum, 2024).

Un tiers (33%) des Gabonais ont déclaré que la police se livre « souvent » ou « toujours » à des activités illégales.

Entre 20% et 35% des répondants ont déclaré que la police se livre « parfois » à de tels abus.

Figure 15 : Conduites inappropriées de la police | Gabon | 2021



Questions posées aux répondants : A votre avis, à quelle fréquence la police au Gabon :

Arrête les conducteurs sans une raison valable ?

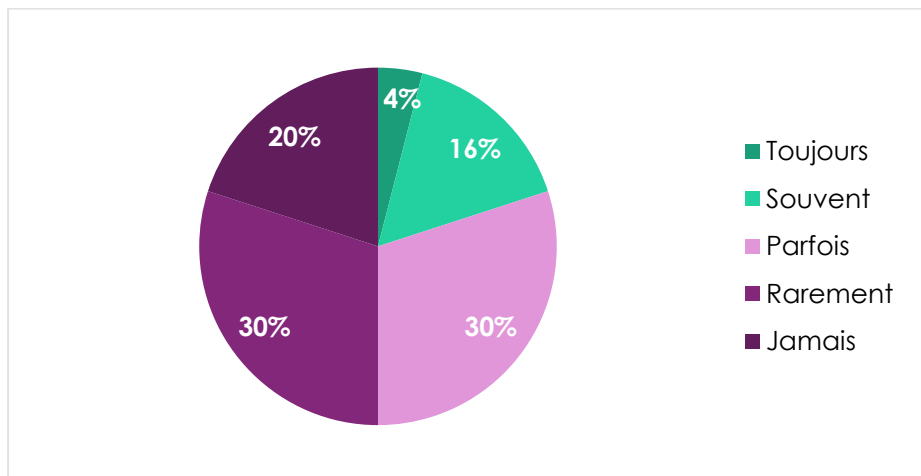
Utilise une force agressive pour gérer les manifestations ?

Utilise une force excessive pour gérer les criminels ?

S'engage dans des activités criminelles ?

Dans l'ensemble, seulement un sur cinq citoyens (20%) ont déclaré que la police opère « souvent » ou « toujours » de manière professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens, tandis que la moitié (50%) des répondants ont affirmé qu'un tel comportement est rare ou inouï (Figure 16).

Figure 16 : La police agit-elle de façon professionnelle et respecte-t-elle les droits de tous les citoyens ? | Gabon | 2021

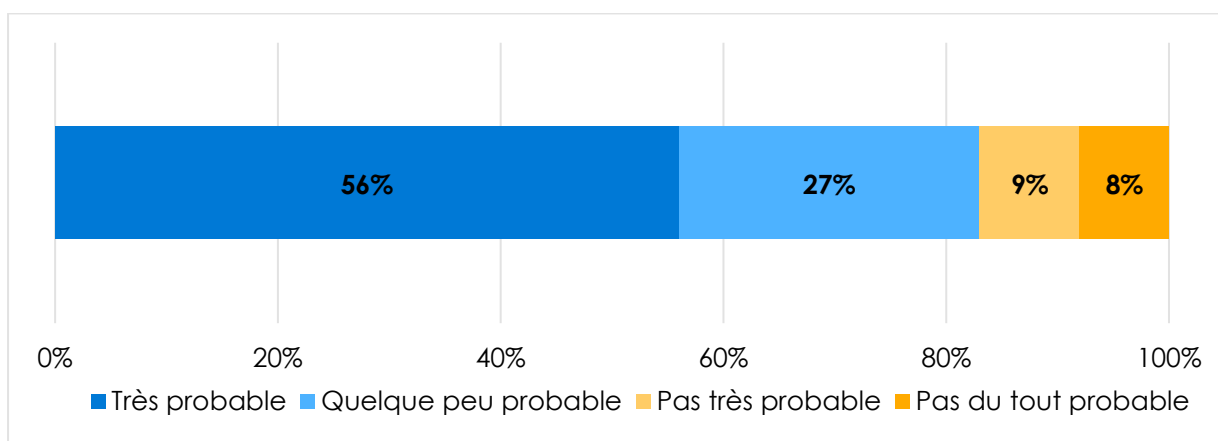


Question posée aux répondants : A votre avis, à quelle fréquence la police au Gabon agit de façon professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens ?

Un domaine dans lequel les Gabonais ont attribué de meilleures notes à leur police est la manière dont les cas de violences basées sur le genre (VBG) sont traités comme des infractions graves. Plus de huit répondants sur 10 (83%) ont estimé qu'il est probable que la police prenne au sérieux le signalement d'une femme pour VBG, dont 56% ont jugé cela « très probable » (Figure 17).

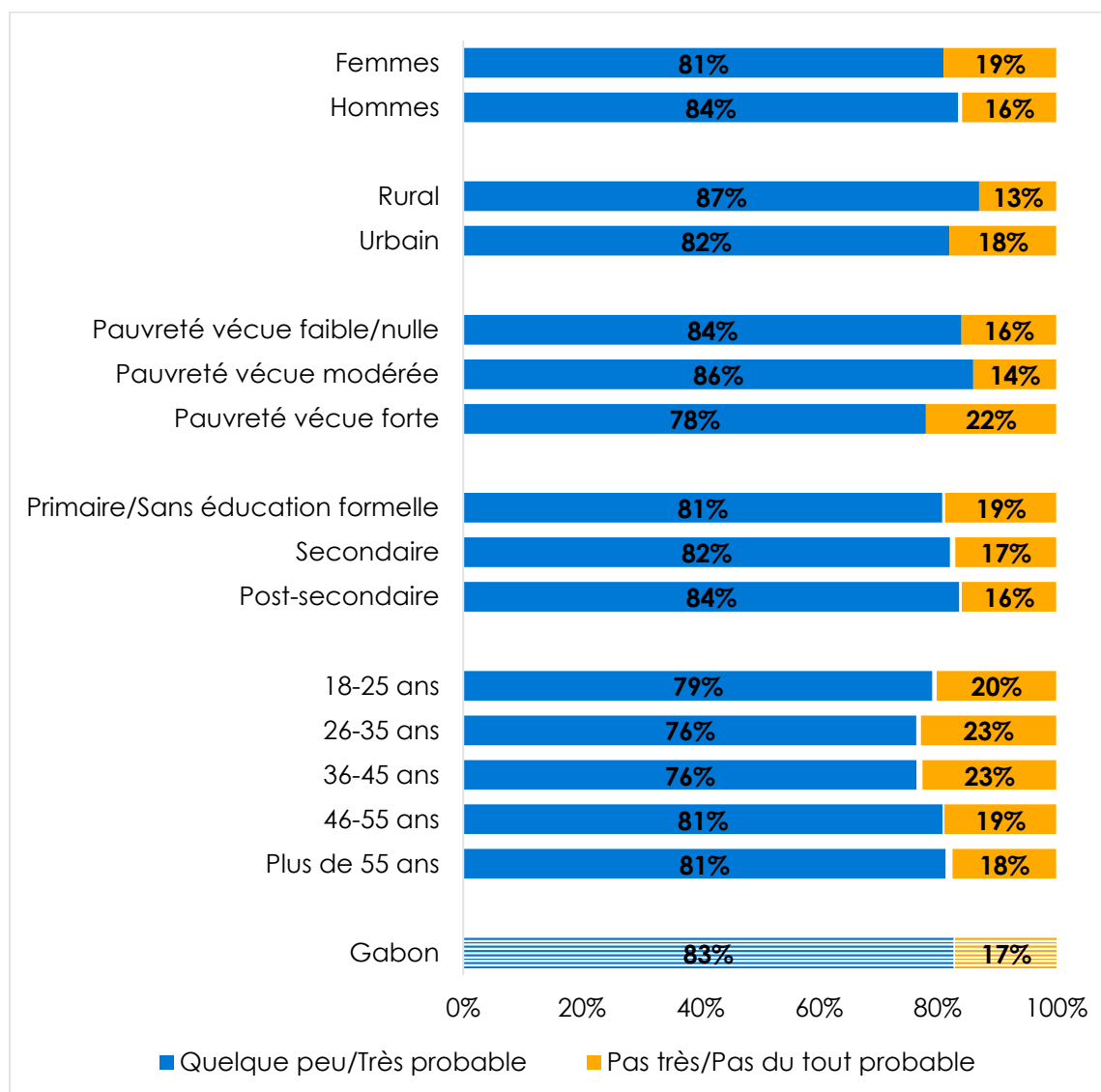
Cette évaluation était assez cohérente parmi les principaux groupes démographiques, bien que la confiance soit légèrement plus faible chez les femmes (81%), les résidents urbains (82%) et les personnes en situation de grande pauvreté (78%) par rapport à leurs homologues respectifs (Figure 18).

Figure 17 : La police prendra-t-elle au sérieux les plaintes concernant la violence basée sur le genre ? | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente à la police pour signaler un incident de violence fondée sur le sexe, par exemple, pour signaler un viol ou une violence conjugale, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent : Sa situation sera prise au sérieux par la police ?

Figure 18 : La police prendra-t-elle au sérieux les plaintes concernant la violence basée sur le genre ? | par groupe démographique | Gabon | 2021



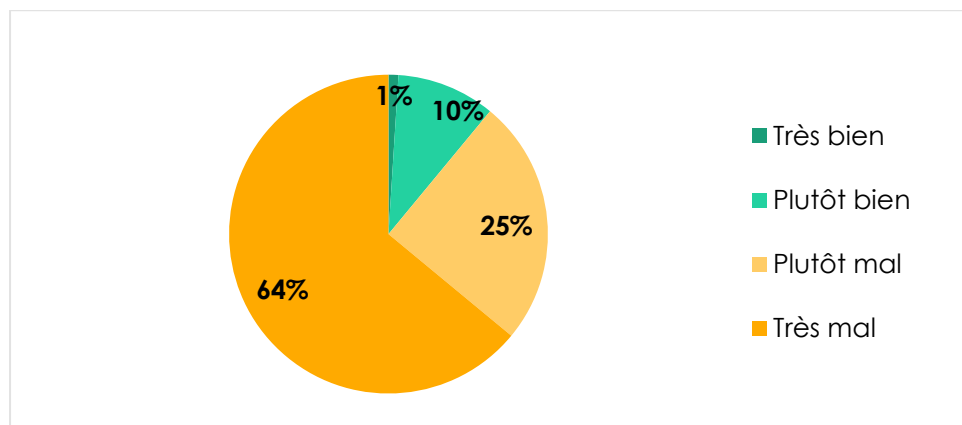
Question posée aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente à la police pour signaler un incident de violence fondée sur le sexe, par exemple, pour signaler un viol ou une violence conjugale, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent : Sa situation sera prise au sérieux par la police ?

Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité

Conformément aux lacunes mises en évidence par les évaluations gabonaises de la corruption, de la fiabilité et des pratiques de la police, seuls environ un sur 10 citoyens (11%) ont estimé que le gouvernement fait un « assez bon » ou « très bon » travail en matière de réduction de la criminalité, tandis que la grande majorité (89%) ont critiqué la performance du gouvernement sur cette question. Près des deux tiers (64%) ont qualifié sa performance de « très mauvaise » (Figure 19).

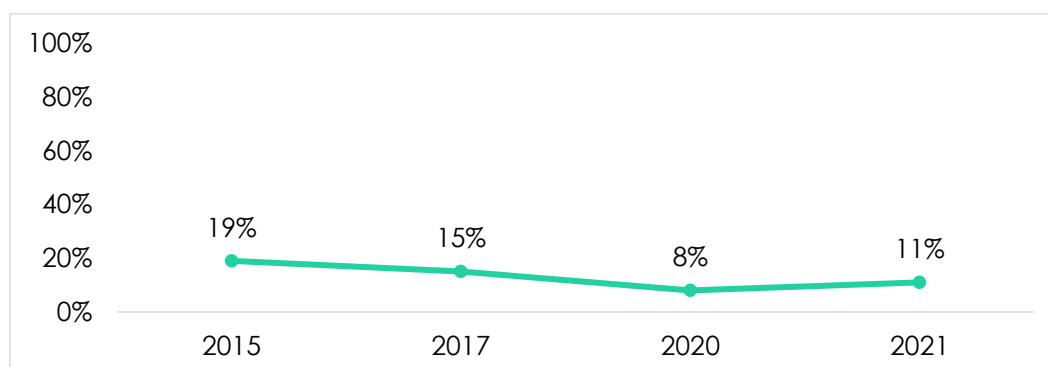
L'approbation des efforts du gouvernement en matière de réduction de la criminalité a diminué de 8 points de pourcentage par rapport à 2015 (19 %) (Figure 20).

Figure 19 : Performance du gouvernement dans la lutte contre la criminalité
| Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la criminalité, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 20 : Bonne performance du gouvernement dans la lutte contre la criminalité
| Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la criminalité, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui ont dit « plutôt bien » ou « très bien »)

Conclusion

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence des inquiétudes généralisées concernant le maintien de l'ordre et la sécurité au Gabon. La plupart des citoyens considèrent la police comme corrompue, peu fiable et sujette aux abus de pouvoir, y compris au recours excessif à la force. Nombreux sont ceux qui estiment que la police se livre souvent à des activités illégales. L'insécurité persiste et la confiance du public dans la capacité du gouvernement à réduire la criminalité est extrêmement faible.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique. Gabon 2023 human rights report.
- Dissumba, D. M. (2024). Gabon : 34 fonctionnaires de la police suspendus pour trafic de drogue. Gabon Review. 8 November.
- Ekore, A. E. (2024). Gabon : Six policiers ripoux aux mains de la police judiciaire. L'Union. 9 July.
- Krönke, M., Isbell, T., & Kakum, M. R. (2024). Law enforcers or law breakers? Beyond corruption, Africans cite brutality and lack of professionalism among police failings. Afrobarometer Policy Paper No. 90.
- Laborieux, A. (2024). Luttes de pouvoir et chaos : La gangrène des forces de police nationale. Gabon Review. 30 December.
- Mattes, R., & Lekalake, R. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- Ministère de l'Intérieur. (2025). Le ministre de l'intérieur s'adresse aux forces de police nationale. 19 May.

Baba Adou est doctorant au département des sciences politiques de l'Université de Floride et chercheur au sein du groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride. Email : adou.baba@ufl.edu.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminare, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de la GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner la parole aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos dépêches sur #VoicesAfrica.



Afrobarometer Dispatch No. 1037 | 28 août 2025